Transatlantica

Revue d'études américaines. American Studies Journal

2 | 2018

Les mots pour le dire. Vocabulaire politique et
propagande dans une perspective transatlantique

Anatomie de l'incarcération états-unienne. Colloque « Making and Unmaking Mass Incarceration: the History of Mass Incarceration and the Future of Prison Abolition »

Université du Mississippi (Oxford, Mississippi), 4-6 décembre 2019

Anaïs Lefèvre

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/transatlantica/13602>

DOI : 10.4000/transatlantica.13602

ISSN : 1765-2766

Éditeur

Association française d'Etudes Américaines (AFA)

Référence électronique

Anaïs Lefèvre, « Anatomie de l'incarcération états-unienne. Colloque « Making and Unmaking Mass Incarceration: the History of Mass Incarceration and the Future of Prison Abolition » », *Transatlantica* [En ligne], 2 | 2018, mis en ligne le 01 février 2020, consulté le 02 février 2023. URL : <http://journals.openedition.org/transatlantica/13602> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/transatlantica.13602>

Ce document a été généré automatiquement le 2 février 2023.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Anatomie de l'incarcération états-unienne. Colloque « Making and Unmaking Mass Incarceration: the History of Mass Incarceration and the Future of Prison Abolition »

Université du Mississippi (Oxford, Mississippi), 4-6 décembre 2019

Anaïs Lefèvre

- 1 C'est dans une petite ville croulant déjà sous les décorations de Noël que se sont réunis pendant trois jours historiens de l'incarcération états-unienne, militants de la cause anti-carcérale, artistes, et personnes anciennement incarcérées – nombre d'intervenants cumulant d'ailleurs plusieurs de ces diverses étiquettes. D'emblée, le colloque s'inscrivait en faux contre toute idée d'isolation ou de distance du monde académique vis-à-vis des réalités sociales et humaines dont il faisait son objet ; il était également, ainsi que l'a annoncé le professeur Garrett Felber lors de son discours d'ouverture, « résolument abolitionniste » dans son orientation.
- 2 L'organisation de ce colloque constitue un événement important pour les chercheurs et les militants s'intéressant à la question carcérale aux États-Unis ; elle s'inscrit dans la lignée du regain d'intérêt pour le sujet que l'on a pu observer dans le monde académique et au-delà depuis la publication de *The New Jim Crow* (Alexander), et constitue une réponse à la déception provoquée par l'inaction relative de la présidence Obama au sujet de l'incarcération massive (Tucker). Au cours des tables rondes, projections, et interventions qui se sont succédé sur la grande scène noire du Lyric Theater, on a vu s'ébaucher des pistes de compréhension multiples et parfois divergentes de la généalogie du système carcéral états-unien, ainsi que de son avenir. Les titres donnés aux tables rondes reflétaient un double intérêt pour l'élucidation des causes du problème actuel (« Héritages de l'esclavage », « Criminalisation ») et pour la définition de moyens d'actions (« Activisme en milieu carcéral et traditions de

mobilisation », « L'université et la prison », « Droit et abolition », « Mettre fin à l'incarcération des femmes »), ces thématiques s'inscrivant systématiquement à l'intersection d'interrogations sur les conceptualisations raciales, sociales, et de genre.

La signification de l'espace

- 3 La plupart des participants rejoignaient le Lyric Theater grâce à une navette qui venait les prendre en bas de leur hôtel, mais si l'on parcourait à pied la distance qui les sépare, on passait nécessairement devant la haute façade rouge du Lafayette County Detention Center. En face, de l'autre côté de la rue, une entreprise s'est installée qui paie la caution de ses clients contre une somme d'argent non-remboursable, même s'ils sont exonérés au terme de la procédure judiciaire. Sur l'enseigne de la boutique, un personnage en uniforme rayé scie les barreaux de sa cellule et sourit aux passants. À quelques minutes de là, l'Overby Center for Southern Journalism and Politics, où devait initialement se tenir le colloque, porte le nom de son directeur, Charles Overby, qui tout en y promouvant ardemment la liberté de la presse siège depuis 2001 à la direction de CoreCivic, première entreprise de prisons privées aux États-Unis ; celle-ci s'est notamment engagée dans une grande action de lobbying contre une loi qui aurait soumis les prisons privées au Freedom of Information Act (Hodai).
- 4 Le choix de la ville d'Oxford ne tient pas au hasard. Le Mississippi, comme la plupart des États du Sud, a une longue histoire où le carcéral et le contrôle racial s'entremêlent ; les prisons-plantations qui ont émergé après l'abolition de l'esclavage en sont parmi les plus éloquentes témoignages (Kilgore et Gilmore). Ainsi que le rappelle la professeure Dionne Bailey en ouverture de la table ronde consacrée à l'héritage carcéral de l'esclavage, la prison de Parchman, à une heure trente de route d'Oxford, exploitait hommes et femmes dans le but premier de rendre la plantation profitable ; l'écrasante majorité d'entre eux, surtout du côté des femmes, étaient afro-américains ; presque tous étaient victimes des Codes Noirs et des « Pig Laws », ces lois qui imposaient des peines démesurées pour le vol de bétail. Lieu de souffrances infinies, Parchman acquiert une aura d'horreur qui survit jusqu'à la période de la lutte pour les droits civiques. Dans un documentaire réalisé par des étudiants de l'université du Mississippi, des acteurs et actrices des protestations étudiantes contre la ségrégation témoignent de la terreur qu'inspirait le nom de Parchman – terreur qui donne tout son poids à leur décision, quelques mois avant le massacre de Jackson State, de monter volontairement dans les camions de police ; le 10 février 1970, ils sont 894 à être arrêtés pour leurs actions de contestation ; la majorité sera envoyée à Parchman, centre de détention de sécurité maximale toujours en activité sous le nom de Mississippi State Penitentiary.
- 5 Avec son taux d'incarcération de 619 pour 100 000 habitants, le Mississippi arrive aujourd'hui troisième dans le palmarès de l'incarcération aux États-Unis, derrière la Louisiane et l'Oklahoma (Sentencing Project). Si ce chiffre semble déjà élevé (il est, à titre de comparaison, plus de six fois supérieur au taux d'incarcération français, voir Jacquin), il ne tient pas compte de la population placée en liberté conditionnelle ou sous bracelet électronique, ni de celle qui est exclue du droit de vote à cause de son casier judiciaire. Or il est nécessaire de prendre toutes ces populations en compte si l'on veut comprendre l'étendue et les conséquences de ce que les historiens contemporains ont appelé « l'état carcéral » (Gottschalk ; Thompson ; Hinton ; Hester ; Felber).

Magnifiquement exposée dans les travaux de Brett Story (2016 ; 2019), la géographie mouvante et tentaculaire de l'état carcéral va bien au-delà de celle des établissements pénitentiaires. Le bracelet électronique, souvent loué comme une alternative souhaitable à la prison, étend en fait la surface carcérale d'une façon insidieuse, selon un mécanisme analysé dès les années 1980 par le criminologue Stanley Cohen. Comme le décrit un bref documentaire réalisé par l'organisation MediaJustice, et diffusé grâce au professeur James Kilgore lors de la table ronde sobrement intitulée « Criminalisation », les porteurs de ces nouveaux « fers », ainsi que le professeur Kilgore les appelle (soulignant ainsi la parenté de l'appareil avec les chaînes de l'esclavage), perdent presque aussi fréquemment leur emploi que ceux qui sont incarcérés, et la procédure, volontairement humiliante et dysfonctionnelle, en pousse plus d'un à plaider coupable afin d'y mettre un terme. James Kilgore et Mariame Kaba, tous deux activistes abolitionnistes (engagés, donc, dans une lutte pour l'abolition des prisons et de l'état carcéral dans son ensemble), appellent, lors de la conversation clôturant la première journée du colloque, à adopter une vision englobante du système carcéral, afin de ne pas remplacer les prisons par des structures pernicieuses qui perpétueraient un contrôle social identique par des moyens différents.

Continuités et ruptures depuis l'esclavage

- 6 En caractérisant le colloque d'abolitionniste, le professeur Garrett Felber suggérait une parenté directe entre l'abolition de l'esclavage et celle des prisons – deux institutions produisant la « mort sociale » (Patterson ; Price) des individus qui tombent sous leur coupe via la privation de liberté, la contrainte corporelle, la criminalisation et l'exclusion de la communauté politique. Le parallèle, renforcé par le fait que l'esclavage comme l'incarcération massive ont touché de façon disproportionnée les minorités raciales aux États-Unis, est présent dans l'historiographie récente depuis la publication du bestseller de Michelle Alexander, et continue de se préciser. Mais tandis que les professeurs Garrett Felber et Dionne Bailey retracent les liens qui unissent l'institution esclavagiste à l'institution carcérale, insistant sur la centralité du Sud dans la géographie pénitentiaire, le professeur Max Mishler suggère une généalogie plus complexe au cours de la table-ronde « Héritages de l'esclavage ». L'influence du Sud a certes été importante, nous dit-il, mais quid de la Californie, qui a l'une des populations carcérales les plus importantes du monde sans s'être bâtie sur l'esclavage ? Par ailleurs, il se pourrait que la situation actuelle soit autant un héritage de l'esclavage qu'un legs de l'émancipation ; en effet, le tort des abolitionnistes, d'après le professeur Mishler, a été de combattre l'esclavage sans remettre en cause les structures capitalistes déjà en place ; plus grave encore, l'abolition a pu redonner au capitalisme une seconde jeunesse morale, en lui permettant d'affirmer qu'il était le système qui avait mis fin à l'esclavage. Considérer la généalogie de l'émancipation et des logiques capitalistes permettrait d'expliquer que les États-Unis, qui sont loin d'être la seule nation à posséder un passé esclavagiste, font pourtant figure d'exception mondiale en ce qui concerne leurs taux d'incarcération depuis la fin des années 1970.
- 7 Une autre continuité qui est relevée par les différents intervenants est celle des logiques de résistance. « Les gens résistent constamment », affirme lors de cette même table ronde Amani Sawari, activiste ayant mené l'organisation d'une grève nationale des prisons l'année dernière, « mais parfois, cette résistance est documentée ». Elle

insiste sur l'inanité d'entreprendre un quelconque mouvement de résistance sans contacts de part et d'autre des murs : sans publicité à l'extérieur, l'action de résistance la plus impressionnante peut devenir totalement insignifiante – et l'on sait à quel point les autorités tendent à minimiser ces actions dans leur récit des faits (Burton-Rose, Pens et Wright). Pourtant, il arrive que leur analyse interne tombe juste ; c'est ce que démontre Orisanmi Burton au sujet de l'insurrection d'Attica (septembre 1971) au cours de la table-ronde « Activisme en milieu carcéral et traditions de mobilisation ». Reprenant point par point les conclusions du commissaire aux Services correctionnels Russell G. Oswald, il démontre qu'en dehors de la coloration péjorative avec laquelle Oswald présente ses conclusions, celles-ci sont tout-à-fait exactes : la révolte n'était pas spontanée, mais préparée en conjonction avec des organisations révolutionnaires à l'intérieur et à l'extérieur de la prison (principalement les Blacks Panthers, eux-mêmes en lien avec les communistes vietnamiens et cubains) ; les meneurs de l'insurrection ont bien formulé certaines demandes qu'ils savaient ne pas pouvoir être satisfaites par les autorités dans un but tactique ; de même, le choix de la non-violence envers les otages ne tenait pas seulement à des considérations morales, mais faisait partie du répertoire stratégique de la guérilla qu'ils s'étaient approprié. L'insurrection, et qui plus est une insurrection de l'ampleur de celle d'Attica, reste néanmoins relativement rare ; le reste du temps, la résistance passe par d'autres moyens : les publications produites par les détenus que décrit ensuite Dan Berger, et les différentes phases de contestation exposées par Darren Mack, allant du signal vestimentaire à la grève, en passant par l'observation d'un silence total dans les zones communes.

Le discours universitaire en question

- 8 « J'ai parfois l'impression qu'on ne m'invite dans ce genre de réunion que parce que j'ai des diplômes qui peuvent laisser penser que je suis plus qu'un ex-taulard », a lancé Reginald Dwayne Betts entre deux lectures de son recueil de poèmes le jeudi soir ; et d'expliquer qu'il n'aurait pas entrepris un doctorat de droit s'il avait pu trouver un travail à sa sortie de prison. Faisant écho aux explications de James Kilgore à propos du concept d'« innocence relative » (lequel tend à déplorer le traitement de ceux qui sont placés en détention provisoire parce qu'ils sont légalement innocents, au lieu de voir ce traitement comme inacceptable en toute circonstance), il explique que se trouver constamment en position de devoir prouver que l'on est digne de confiance et d'intérêt a quelque chose d'usant, de déshumanisant. Ces remarques soulignent les biais potentiels du monde académique, qui doit confronter son mode de connaissance à la connaissance directe de ceux qui subissent l'incarcération. C'est ce qui a été aussi rappelé par Michelle Jones à propos des programmes d'éducation supérieure dispensés dans les prisons lors de la table-ronde « L'université et la prison » : elle affirme que faute de prendre en compte le contexte matériel et d'être sûr que les étudiants pourront achever leur cursus dans l'université de rattachement une fois sortis de prison (ce qui est souvent impossible à cause de politiques internes aux universités), le programme deviendra un nouvel obstacle pour les détenus, et l'opportunité qu'il semblait promettre sera de fait mensongère. Concernant l'action abolitionniste, plusieurs intervenants des table rondes sur « Droit et abolition » et « Mettre fin à l'incarcération des femmes » se retrouvent dans l'idée que c'est la connaissance de première main qui doit primer : les chercheurs peuvent apporter leur soutien et leur aide au mouvement, tout en laissant la place de leader à ceux qui ont fait l'expérience

de l'incarcération – de la même façon que les femmes doivent être à la tête du mouvement féministe, et les personnes racisées à la tête des combats anti-racistes. Idée qui pose aussi la question de savoir si l'incarcération est vécue comme ancrée dans l'identité des individus de la même façon que le genre, la race, ou la classe sociale, et si elle permettrait le même type de mobilisation ; dans les années 1970, le mouvement des prisons ne s'était pas fondé sur l'idée que l'expérience des personnes incarcérées constituait un cas à part dans le champ des luttes sociales, et avait au contraire plutôt tendu à établir des liens étroits avec les autres mouvements de la Nouvelle Gauche, de part et d'autre des murs (Berger et Losier).

- 9 Au-delà de l'action, un problème fondamental est apparu concernant le langage ; Mariame Kaba a déploré l'utilisation de l'expression « alternatives à l'incarcération », qui continue de placer la prison au centre de la lutte contre la criminalité, sans trouver pour le moment de solution plus satisfaisante ; la professeure Keeanga Yamahtta Taylor a rappelé que la criminalisation de catégories souvent pauvres et racialisées de la population passait le plus souvent par des redéfinitions non anodines – l'association fréquemment faite par Nixon entre la sphère du crime et celle de la maladie, ou bien la popularisation du terme « underclass » à partir de 1977. Il s'agit de reconnaître ces redéfinitions pour ce qu'elles sont (c'est-à-dire des processus rhétoriques chargés de conséquences politiques) afin de s'en distancier et, à terme, de créer une façon de parler de ces phénomènes qui ne déboucherait pas sur les mêmes conséquences d'exclusion et d'injustice. Au cours de la table ronde « Droit et abolition », Reginald Dwayne Betts s'est insurgé contre l'emploi par nombre d'universitaires du terme de « cages » pour désigner les prisons ; issu de l'intention louable de faire sentir la déshumanisation inhérente aux prisons, cet emploi, d'après lui, impliquait à la fois une incapacité sociétale à reconnaître dans le mot « prison » la réalité horrible qu'il recouvre, et un oubli de l'humanité des prisonniers : « j'ai des amis qui vivent dans des prisons depuis vingt ans ; ils y vivent ; ils ne disent jamais “je retourne dans ma cage” ». Cette remarque, mise en regard du travail de Kelly Lytle-Hernandez qui avait créé le concept de « mise en cage » (*caging*) d'êtres humains pour penser les continuités dans l'histoire californienne de l'incarcération des Amérindiens, des vagabonds blancs précarisés par la Grande Dépression, et des Afro-américains, fait résonner la dimension politique (et problématique) du langage que les historiens imposent aux faits qu'ils décrivent. Pourtant, il y avait aussi dans ce colloque une tentative réelle de casser l'hégémonie de la parole universitaire, non seulement en invitant des militants, mais aussi en diffusant les mots de deux personnes actuellement incarcérées, et contactées par téléphone. Leurs interventions ont chaque fois créé un grand silence recueilli dans la salle, entrecoupé d'incrédulité, quand leurs paroles, déjà à peine audibles, étaient interrompues à intervalles réguliers par un message pré-enregistré et apparemment superflu : « Ceci est un appel venant d'une prison d'État de Pennsylvanie. »

Penser la fin des prisons

- 10 Vue de la France, l'abolition des prisons semble tenir de la pure utopie ; il y a quelques mois encore, le projet du gouvernement d'augmenter le nombre de places en cellule passait sans provoquer beaucoup de discussion. Aux États-Unis l'idée abolitionniste semble certes radicale, mais elle existe ; l'incarcération y a atteint des proportions telles qu'un mouvement à cent-quatre-vingts degrés, sans doute, ne semble pas si

absurde. Les intervenants du colloque l'envisagent à la fois d'un point de vue idéologique (la géographe Ruth Wilson Gilmore affirme lors de la discussion conclusive du deuxième jour que l'abolition se doit d'être « verte, rouge, anticapitaliste et internationale ») et d'un point de vue plus pragmatique : que dire aux victimes de violences ? Et que dire aux centaines de milliers de personnes dont l'emploi dépend du système carcéral ? Il s'agit, d'après Derecka Purnell, avocate spécialiste des droits de l'homme, de se confronter à ces questions sans en faire des raisons d'invalider le projet abolitionniste : par analogie, explique-t-elle lors de la table ronde « Droit et abolition », si l'on trouvait un remède contre le cancer, on ne se soucierait pas outre-mesure des suppressions d'emplois que cela entraînerait parmi les oncologues. Poursuivant la métaphore médicale, elle présente la prison comme l'équivalent judiciaire de l'amputation, autrefois largement pratiquée, et aujourd'hui considérée comme une procédure extrême : dans la plupart des cas, on a trouvé d'autres moyens de soigner. Remplacer la punition par le soin est un thème récurrent. L'avocate Amanda Alexander affirme au cours de la même table ronde que, contrairement aux idées reçues, les victimes ne sont pas particulièrement demandeuses d'incarcération – ou, si elles le sont, c'est simplement parce qu'aucune autre solution ne leur a été suggérée. Les victimes veulent avant tout que le mal qu'elles ont subi s'arrête ; lorsqu'on leur donne le choix entre maintenir leur plainte et participer à un programme de justice réparatrice, plus de 90 % choisissent cette deuxième option. Cela vient confirmer l'idée développée depuis plusieurs décennies qu'une justice démesurément punitive ne se préoccupe de la victime qu'en apparence, sans lui apporter de réelle réponse, ni de réelle solution (Cullen et Gilbert). De là la conclusion que le féminisme peut combattre le viol et les féminicides sans pour autant promouvoir des solutions carcérales ; c'est là qu'intervient la distinction faite par Emily Thuma au cours de la table-ronde « Mettre fin à l'incarcération des femmes » entre le « féminisme carcéral » et le « féminisme anti-carcéral » ; ce dernier, né dans les années 1970 aux États-Unis, a été un aspect fondamental des premières organisations de lutte contre le viol, qui ne voyaient pas l'action de l'État comme une solution, mais plutôt comme une structure oppressive supplémentaire (Matthews ; Thuma) ; à cet égard, le cas de Joan Little, jugée en 1974 pour le meurtre du gardien de prison qui avait tenté de la violer alors qu'elle attendait de passer en jugement pour des faits de cambriolage, fut une affaire emblématique. De façon plus générale, Emily Thuma explique que l'État aussi violente les femmes, en leur imposant des peines de prison démesurément longues, en condamnant les femmes qui tuent leurs agresseurs dans des situations de légitime défense, en maltraitant celles qui portent plainte, en les exposant à des violences sexuelles et psychologiques une fois incarcérées. Partant de ces constats, il devient absurde de voir dans le système judiciaire une réponse féministe satisfaisante.

- 11 Les pistes d'alternatives existent, et beaucoup d'actions sont déjà menées en ce sens, suivant par exemple le modèle de la « justice transformative ». Le Detroit Justice Center, présenté par sa directrice, Amanda Alexander, cumule des initiatives de remédiation immédiate (offrir un refuge aux personnes qui viennent de sortir de prison, payer la caution de personnes qui n'en ont pas les moyens) et des programmes de plus long terme (un trust communautaire visant à lutter contre la gentrification, des potagers pour lutter contre les déserts alimentaires, une collaboration étroite avec le programme DLIVE (« Detroit Lives are Valuable Everyday ») qui travaille avec les victimes de violence pour les accompagner psychologiquement et concrètement dans leur retour à une vie « normale »). Sur le plan politique, l'organisation s'est opposée à

la construction d'un nouveau centre de détention pour mineurs, et à la mise en place d'un système de reconnaissance faciale dans les rues de la ville. Ces initiatives communautaires posent aussi la question de la place de l'État dans la lutte abolitionniste : faut-il désespérer de son action dans sa totalité, ou bien, ainsi que le défend Max Mishler, considérer que sa puissance est absolument nécessaire au combat abolitionniste, comme elle l'avait été lorsqu'il s'était agi d'abolir l'esclavage ? Si l'origine du problème carcéral tient bien à l'hégémonie d'un capitalisme raciste et genré, sa solution nécessitera à l'évidence une force considérable, ainsi qu'une vision plus précise de ce que pourra être l'après-prison (« Notre faiblesse, reconnaît Ruth Wilson Gilmore, est que nous n'avons pas prévu de gagner ») ; mais l'actuelle campagne pour la primaire démocrate, marquée par la réhabilitation du terme « socialisme » et par une discussion renouvelée autour des systèmes de santé et d'éducation supérieure, était une lueur d'espoir pour de nombreux intervenants. « Aujourd'hui, a conclu la professeure Taylor, une issue s'est ouverte. »

BIBLIOGRAPHIE

ALEXANDER, Michelle. *The New Jim Crow: Mass Incarceration in the Age of Colorblindness*. New York : New Press, 2010.

BERGER, Dan et Toussaint LOSIER. *Rethinking the American Prison Movement*. New York : Routledge, 2017.

BURTON-ROSE, Daniel, Dan PENS, et Paul WRIGHT, dir. *The Celling of America: An Inside Look at the U.S. Prison Industry*. Monroe : Common Courage Press, 1998.

BETTS, Reginald Dwayne. *Felon: Poems*. New York : W.W. Norton & Company, Inc., 2019.

COHEN, Stanley. *Visions of Social Control: Crime, Punishment, and Classification*. New York : Polity Press: Blackwell, 1985.

CULLEN, Francis T. et Karen E GILBERT. *Reaffirming Rehabilitation*. Cincinnati : Anderson Publishing Co, 1982.

FELBER, Garrett. « “Shades of Mississippi”: The Nation of Islam's Prison Organizing, the Carceral State, and the Black Freedom Struggle ». *Journal of American History*, 2018, vol. 105, n° 1, p.71-95.

GOTTSCHALK, Marie. *The Prison and the Gallows: The Politics of Mass Incarceration in America*. Cambridge : Cambridge University Press, 2006.

HERNANDEZ, Kelly Lytle. *City of Inmates: Conquest, Rebellion, and the Rise of Human Caging in Los Angeles, 1771-1965*. Chapel Hill : The University of North Carolina Press, 2017.

HESTER, Torrie. « Deportability and the Carceral State ». *Journal of American History*, 2015, vol. 102, n° 1, p.141-151.

HODAI, Beau. « Freedom Forum CEO Tied to For-Profit Prisons ». FAIR, 1^{er} janvier 2010. https://fair.org/media_criticism/freedom-forum-ceo-tied-to-for-profit-prisons/
Page consultée le 14 décembre 2019.

JACQUIN, Jean-Baptiste. « Prisons : le nombre de détenus baisse partout en Europe, sauf en France ». *Le Monde*, 14 mars 2017.

KILGORE, James et Ruth Wilson GILMORE. « Some Reflections on Prison Labor » (interview). *The Brooklyn Rail*, juin 2019.

MATTHEWS, Nancy A. *Confronting Rape: The Feminist Anti-Rape Movement and the State*. New York : Routledge, 1994.

PATTERSON, Orlando. *Slavery and Social Death: A Comparative Study*. Cambridge : Harvard University Press, 1982.

PRICE, Joshua M. *Prison and Social Death*. New Brunswick : Rutgers University Press, 2015.

« State-by-state data ». *The Sentencing Project*, 2017.

www.sentencingproject.org/the-facts/#map

Page consultée le 9 décembre 2019.

STORY, Brett. *Prison Land: Mapping Carceral Power across Neoliberal America*. Minneapolis : University of Minnesota Press, 2019.

The Prison in Twelve Landscapes. Réal. Brett Story. Dir. photo. Maya Bankovic. Montage Avril Jacobson. Musique par Olivier Alary. Prod. Brett Story / Lori Chodos / Oh Ratface films, 2016.

THOMPSON, Heather Ann. « Rethinking Working-Class Struggle through the Lens of the Carceral State: Toward a Labor History of Inmates and Guards ». *Labor: Studies in Working-Class History of the Americas*, 2011, vol. 8, n° 3, p. 15-45.

THUMA, Emily. *All Our Trials: Prisons, Policing, and the Feminist Fight to End Violence*. Chicago : University of Illinois Press, 2019.

TUCKER, Ronnie B. « The Color of Mass Incarceration ». *Explorations in Ethnic Studies*, 2017, vol. 37-38, n° 1, p. 135-149.

INDEX

Thèmes : Actualité de la recherche

AUTEUR

ANAÏS LEFÈVRE

Sorbonne Université